

Le Monde

7 novembre 1998, page 12

ÉDUCATION : Claude Allègre a fait alléger, au milieu des vacances de la Toussaint, les programmes du lycée dans plusieurs disciplines. Les aménagements proposés, dont le Bulletin officiel dans son édition du 29 octobre donne le détail, concernent essentiellement les disciplines scientifiques. Le ministre de l'éducation nationale aura prouvé qu'un allègement accéléré des programmes est possible, mais il n'évitera pas un débat de fond sur le sujet dans les mois à venir. Dominique Borne, auteur d'un rapport remis au mois de juin à M. Allègre, estime que les manuels scolaires " sont des outils faits pour les professeurs et assez peu pour les élèves " . Deux institutions distinctes, le CNP et la Desco, définissent les programmes et déterminent les horaires. Les manifestations du jeudi 5 novembre ont marqué un essoufflement du mouvement lycéen.

Cette fois, il faudra aller vite. Et réussir. Pas de grand débat intellectuel, mais de l'action, après plusieurs semaines d'agitation lycéenne. C'est ce que semble promettre Claude Allègre, en ayant fait " alléger " d'un coup, au milieu des vacances de Toussaint, les programmes du lycée dans plusieurs disciplines. En 1985, Pierre Bourdieu et François Gros, professeurs au Collège de France, avaient réfléchi, à la demande du président de la République, François Mitterrand, à des " propositions pour l'enseignement de l'avenir ", un viatique en sept principes, pour repenser les programmes scolaires. Trois ans plus tard, en installant les commissions disciplinaires qui devaient travailler en s'inspirant de ce rapport, le ministre de l'éducation nationale, Lionel Jospin, s'était exclamé : " C'est la première fois que l'on entreprend une réflexion d'une telle ampleur ! " Elle n'avait pourtant pas débouché sur la vraie refonte des programmes promise.

La conception des programmes scolaires relève-t-elle d'un grand débat intellectuel ou d'une petite cuisine ? En France, souvent des deux. Mais le point de départ, que l'on pourrait résumer ainsi, en le caricaturant à peine, est toujours le même : la panacée tient dans l'allègement, car, construits par empilements successifs, les programmes sont trop lourds. Cette mission se révèle souvent impossible, en raison du conservatisme des lobbys disciplinaires.

Cette fois, le ministre de l'éducation nationale aura prouvé qu'un allègement rapide des programmes, réputé infaisable, est possible. Spectaculaire au point d'avoir été popularisée par Les Guignols de l'info sur Canal + - on y voyait la marionnette de Claude Allègre arracher plusieurs pages d'un manuel scolaire, tout en expliquant : " Avant, on avait six semaines de retard, maintenant, on a trois mois d'avance " -, cette mesure n'est pourtant rien au regard de la tâche que le ministre de l'éducation s'est fixée : réduire les programmes et les horaires hebdomadaires des élèves tout en changeant la façon de travailler des enseignants. Le débat promet d'être vif, si l'on en juge par les premières réactions après les allègements de la Toussaint. Pour l'heure, le reproche principal adressé à Claude Allègre est la précipitation, alors que cette mesure requiert du temps.

ENJEUX SOCIAUX ET CULTURELS

Elle ne règle en rien les questions qui ne manqueront pas de surgir, encore plus fortement dans les mois à venir : chacun est-il d'accord sur le rôle dévolu à un programme, sur ses enjeux sociaux et culturels ? La façon traditionnelle d'entrer dans ce débat - l'empilement - est-elle la plus pertinente ? Le nouveau rôle assigné au Conseil national des programmes (CNP) est-il un gage d'efficacité ? Pour le philosophe Luc Ferry, président du CNP depuis décembre 1993, un programme sert, " idéalement, à faire en sorte qu'il y ait une culture commune, des lieux de mémoire collective, aidant à se repérer dans le temps, avec une visée de compréhension du temps présent, au-delà des origines sociales et de la diversité des parcours ". C'est aussi un repère pour les enseignants, leur permettant d'identifier " les fondamentaux " dans leur propre discipline, " ce qui n'est pas si facile ", dit Luc Ferry.

Sans doute aucun, le président du CNP se range dans le camp des républicains attachés à des programmes qui soient les mêmes dans toutes les classes de France, comme gage d'égalité. Roger Fauroux, voilà un an et demi, affirmait pour sa part que l' " on ne plus enseigner les mêmes programmes aux gosses de Bobigny et à ceux du septième arrondissement de Paris ". L'ancien président de la Commission de réflexion sur l'école s'était d'ailleurs attiré les foudres de la ministre déléguée aux enseignements scolaires, Ségolène Royal.

L'historien Antoine Prost, auteur en 1983 d'un rapport intitulé *Les lycéens et leurs études au seuil du XXIe siècle*, préfère aborder la question par la définition de la tâche scolaire. Elle peut être définie par ses modalités d'exercice : au XVIIe siècle, lorsque l'on traduit un extrait des Commentaires de la guerre des Gaules, on fait à la fois de la littérature, de la grammaire, de la rhétorique, de l'histoire, de la géographie... explique M. Prost. " Aujourd'hui la tâche scolaire est définie essentiellement par les contenus, poursuit Antoine Prost, c'est-à-dire les disciplines, avec des horaires affectés sans aucune souplesse. " De plus, l'étude, le travail personnel imposé, jadis sous la direction d'un répétiteur, a disparu : il pouvait représenter jusqu'à sept heures et demie pour cinq heures de cours magistral.

" Ainsi définie par les contenus, la tâche scolaire est nécessairement impraticable : elle ne fait aucune place à l'imprévu ", conclut l'historien. Et coupe court à toute idée de transversalité. Il faut bien pourtant " alléger " : " Je préfère que l'on soit moins ambitieux dans les contenus, mais plus exigeant au niveau des résultats ", dit-il. " Moins de choses, mieux sues ", déclare souvent Claude Allègre, pour réfuter tout argument sur la baisse de niveau qu'engendrerait un allègement des programmes. Un nombre infime d'enseignants se montrant à même de finir lesdits programmes, on peut entendre ce discours. Pour autant des programmes allégés seraient-ils terminés ? La crainte ne vient-elle pas plutôt d'un allègement des horaires, s'il se révèle excessif ?

Alain Viala, professeur à la Sorbonne et coprésident de la commission chargée des programmes de lettres, estime que les vraies causes de l'empilement ne sont pas où on les voit habituellement. Elles résident dans la culture particulière dispensée à l'école, au collège, au lycée, conçus comme des entités indépendantes, conduisant à des répétitions de classe en classe. Il faudrait donc concevoir les programmes comme un continuum, avec des indications précises sur les oeuvres à étudier, les notions à acquérir.

LIBERTÉ PÉDAGOGIQUE

Mais les enseignants estimerait probablement que l'on empiète sur leur liberté pédagogique. Et cela obligerait à définir un schéma de formation très précis des enseignants à l'université. " Dire aux profs de fac ce qu'ils doivent faire, c'est impensable ! ", s'amuse l'un d'eux.

Au-delà de ces questions, il n'est pas certain que le nouveau fonctionnement du CNP défini par Claude Allègre puisse faire ses preuves. Luc Ferry semble s'être accommodé avec le ministre, après une grosse fâcherie concernant des statistiques farfelues avancées par le président du CNP dans *Le Point* du 27 septembre 1997 selon lesquelles 40 % des enfants ne savaient pas lire. " Je vais lui offrir une calculette ! ", aurait tonné, mais en souriant, le ministre de l'éducation. Plus sérieusement, d'après discussions ont concerné le rôle du CNP, qui, d'organisme de conseil, devient une institution plus impliquée dans la confection même des programmes.

Aujourd'hui, le président du CNP se dit ravi du nouveau schéma " décidé avec [son prédécesseur ", Didier Dacunha-Castelle, membre du cabinet de Claude Allègre et premier président du CNP lors de sa création. " Dans un premier temps, nous interviendrons avec des recommandations fortes sur les contenus - par exemple, faut-il plus ou moins d'immunologie dans la biologie, de l'histoire des idées en philo, une liste d'oeuvres ou non en français ? ", explique le président du CNP. Puis ces principes seront testés par des enseignants sur le terrain. Enfin, les groupes techniques disciplinaires (GTD) rédigeront les programmes proprement dits. " On ne connaît pas encore la

composition des GTD, mais il est certain que l'inspection générale n'en fera pas partie ", ajoute Luc Ferry. Cette décision, prise par Claude Allègre, se situe parfaitement dans la logique du début des années 90, le CNP ayant été créé par Lionel Jospin, notamment pour exclure l'inspection de la confection des programmes. " Les inspecteurs inspectent ! ", a coutume de dire le ministre de l'éducation. Mais au CNP certains redoutent que " l'IGEN soit au coin du bois avec un fusil " .

BEATRICE GURREY